



Wikimedia Commons, Cassandra Verbout/la trompette

Un regard sur le nouveau gouvernement britannique

- Richard Palmer
- [23/07/2026](#)

Andy Burnham est devenu lundi le nouveau Premier ministre britannique. Ces derniers jours, il a nommé son nouveau cabinet. Parmi les postes les plus notables, on peut citer :

Ed Miliband, secrétaire d'État aux Affaires étrangères : Pendant le premier mandat de Donald Trump, Miliband l'a qualifié de « raciste, misogyne et tripoteur autoproclamé ». Cela signifie que le nouveau chef de la diplomatie britannique entretient déjà une relation délicate avec l'administration américaine actuelle, même s'il est probablement difficile pour Burnham de trouver et nommer un politicien travailliste qui n'ait pas tenu des propos désobligeants à l'égard de Trump.

- La plus grande contribution de M. Miliband en matière de politique étrangère à ce jour a été de sauver le dictateur syrien Bachar el-Assad en 2013. Les États-Unis et la Grande-Bretagne étaient sur le point d'entrer en guerre pour évincer Assad. M. Miliband, alors chef de l'opposition, avait promis de soutenir cette initiative, mais au moment du vote, il a changé d'avis. Le Royaume-Uni a dû soudainement changer de direction, et la coalition anti-Assad s'est effondrée.
- Au moins un demi-million de personnes sont ensuite mortes dans la guerre civile syrienne. Une campagne de bombardements ou une zone d'exclusion aérienne de la part du Royaume-Uni et des États-Unis n'aurait pas nécessairement empêché cela de se produire. Mais le fait que M. Miliband soit soudainement revenu sur sa parole a porté un préjudice durable à la crédibilité et à la fiabilité du Royaume-Uni en tant qu'alliée.

John Healey, chancelier : Healey a été ministre de la Défense sous Keir Starmer. Il a démissionné parce que le gouvernement n'était pas disposé à dépenser ce qu'il considérait comme le strict minimum pour la défense. Il contrôle désormais l'ensemble du budget, sous l'autorité du Premier ministre, en tant que Chancelier de l'Échiquier. Cela pourrait profiter au financement de l'armée.

- Cependant, il a une tâche difficile à accomplir. Burnham veut des réductions d'impôts. Mais le gouvernement emprunte d'énormes sommes d'argent. Les taux d'intérêt augmentent et l'argent se fait rare.

Shaban Mahmood, ministre de l'Intérieur : Mme Mahmood a conservé le même poste qu'elle occupait sous Starmer. Issue de l'aile droite du Parti travailliste, elle n'a pas été la pire ministre de l'Intérieur de l'histoire du Royaume-Uni. Elle procède à de légères réductions du nombre d'immigrants, mais un changement radical sera impossible sans se retirer de la Convention européenne des droits de l'homme, ce que le Parti travailliste n'accepterait jamais.

Wes Streeting, secrétaire à la Défense : Un homosexuel est désormais à la tête de l'armée britannique. L'ancien commandant

des forces spéciales britanniques, Richard Williams, a écrit aujourd'hui dans le Telegraph :

La combinaison de Wes Streeting au [ministère de la Défense], de Chris Bryant au poste de secrétaire d'État à l'Irlande du Nord, d'Ed Miliband au poste de ministre des Affaires étrangères, d'Ellie Reeves au poste de procureur général, et du chef d'état-major de la Défense manifestement docile, conduira très probablement à la poursuite de la féminisation et du sous-financement de la défense britannique.

La classe managériale et bureaucratique souhaite voir l'élimination des hommes âgés, désordonnés et violents qui gagnent les guerres et permettre aux nouveaux substituts adaptés à la technologie, respectueux des droits de l'homme et moins coûteux de prospérer.

En fin de compte, cela revient à réorganiser les chaises longuement sur le Titanic.

- M. Miliband risque d'être un très mauvais ministre des Affaires étrangères. Mais il pourrait y être moins dangereux qu'il ne l'était à son poste précédent de ministre de l'Environnement, où il semblait prendre plaisir à rendre la vie impossible à l'industrie britannique et à faire grimper les factures pour les citoyens britanniques.
- David Lammy, un éternel agitateur racial, n'est plus au sein du gouvernement, tout comme Roger Helmer, le procureur général qui a utilisé le droit international pour renforcer les ennemis du Royaume-Uni et pour attaquer ses propres forces armées.

Mais cela est loin de répondre à l'ampleur des crises auxquelles le Royaume-Uni est confronté.